



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU TARN

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
Unité territoriale Tarn-Aveyron  
ICPE n° 2013-0072

**11 9 MARS 2014**

**Arrêté de mise en demeure du  
pris à l'encontre de la SAS GOMEZ ANDREO  
située 2 rue de la mécanique – ZI de la Rougearie à Aussillon (81200)**

La préfète du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,  
Chevalier du Mérite agricole

- Vu le code de l'environnement, livre V, titre I<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et en particulier l'article L. 511-1 ;
- Vu le code de l'environnement, livre V, titre IV relatif aux déchets et en particulier l'article L. 541-3 ;
- Vu le décret du Président de la République du 7 juin 2012, publié au journal officiel de la République française le 8 juin 2012, portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER en qualité de préfète du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2014, paru au recueil des actes administratifs le 2 janvier 2014, donnant délégation de signature à M. Hervé TOURMENTE, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2013 portant actualisation des prescriptions de l'installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage de la SAS GOMEZ ANDREO située 2 rue de la mécanique – ZI de la Rougearie à Aussillon (81200) ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 23 mai 2013 portant renouvellement de l'agrément VHU de la SAS GOMEZ-ANDREO ; Vu la visite d'inspection du site du 4 février 2014 réalisée par l'inspection des installations classées ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 février 2014 ;
- Considérant que le décanteur-séparateur à hydrocarbures n'a pas été nettoyé ni vérifié par une entité habilitée depuis le 23 décembre 2011 ;
- Considérant que le responsable de la SAS GOMEZ ANDREO n'a pas pu apporter de justificatif de la surveillance visuelle du décanteur-séparateur à hydrocarbures ;
- Considérant que la rétention de la benne amovible affectée au stockage des batteries, reliée directement à un bac polyester enterré, n'apporte pas les garanties d'étanchéité requises ;
- Considérant dès lors, aux fins d'assurer le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, qu'il convient de mettre en demeure la SAS GOMEZ ANDREO de respecter les prescriptions édictées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2013 ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,*

**a r r ê t e**

**Article 1<sup>er</sup>**

La SAS GOMEZ ANDREO, située 2 rue de la mécanique – ZI de la Rougearie à Aussillon (81200), est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'un un mois** à compter de la notification du

présent arrêté, les prescriptions suivantes annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mai 2013 :

*« 2.2.2. Collecte des eaux pluviales et des eaux de lavage des sols (...)*

*Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et, dans tous les cas, au moins une fois par an. Ce délai peut être reporté sur justificatif apporté par l'exploitant, notamment par une surveillance visuelle dont les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le report du délai ne peut excéder 2 ans. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. »*

*« 7.1 Aires spéciales (...)*

*Les batteries usagées sont entreposées dans des containers appropriés, couverts avec un dispositif de rétention. »*

**Article 2**

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1, la SAS GOMEZ ANDREO n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.541-3 du code de l'environnement – consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales éventuelles.

**Article 3**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le maire d'Aussillon et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, au mairie d'Aussillon pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Pour la préfète et par délégation  
Le secrétaire général

Hervé TOURMENTE

*Délais et voies de recours : Conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées au tribunal administratif de Toulouse, 68 rue Raymond IV – 31068 TOULOUSE CEDEX :*

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;*
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.*